

**PROGRAMME FEDERATEUR « AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT DURABLE »
Appel à propositions de recherche 2006**

Décembre 2006

1- FICHE D'IDENTITE DU PROJET**Titre du projet**

**La production des politiques de développement rural durable dans leurs contextes
Construction de compromis institutionnels et ajustements temporels entre le global et le local**

Acronyme

PROPOCID (Production des politiques et compromis institutionnels autour du Développement Durable)

Résumé court

Partant du constat que les questions globales soulevées par l'émergence de la durabilité dans l'arène internationale se déclinent de façon spécifique au niveau national, cette recherche comparée sur les politiques publiques dans six contextes nationaux, vise à identifier (i) les niveaux pertinents de production (international, national, régional, local) et (ii) les modalités selon lesquelles les politiques de développement rural durable sont conçues, négociées et mises en œuvre.

Responsable du projet

Civilité (M, Mme, Mlle)	M.	Titre	Chercheur Cirad	Nom	BONNAL	Prénom	Philippe
Adresse électronique	Philippe.Bonnal@cirad.fr		Tel	(55.21)2224.8577 (Cpda) (5521) 2513.1358 (dom)	Fax	55.21)2224.8577 (Cpda)	
Etablissement	Cirad						
Unité (nom complet)	ARENA						
Département	TERA						
N° d'unité							
Directeur d'unité	Jacques Marzin						
Adresse	Cpda/UFRRJ. Av. Pres. Vargas, N°417, 8° andar						
Code Postal	20-071-003	Ville		Rio de Janeiro (Br.)			

Civilité (M, Mme, Mlle)	M.	Titre	Maître de conférence	Nom	GABAS	Prénom	Jean-Jacques
Adresse électronique	jjgabas@club-internet		Tel	0144783315	Fax	0144783388	
Etablissement	GIS-GEMDEV						
Unité (nom complet)							
Département							
N° d'unité							
Directeur d'unité	Vincent Geronimi						
Adresse	GIS GEMDEV - Université Paris XI Centre Malher. 9, rue Malher						
Code Postal	75181	Ville		PARIS cedex 04			

Civilité (M, Mme, Mlle)	M.	Titre	CR	Nom	ROUX	Prénom	Bernard
Adresse électronique	Bernard.roux@inapg.inra		Tel	014408 17 30	Fax	01 44 08 17 31	
Etablissement	INRA SAE2						
Unité (nom complet)	UMR Economie publique						
Département							
N° d'unité							
Directeur d'unité	Jean-Claude Sourie						
Adresse	16 rue Claude Bernard						
Code Postal	75005	Ville		Paris			

Ce projet fait-il partie des projets labellisés (ou en cours de labellisation) par un pôle de compétitivité (ou par plusieurs, en cas de projet interpôle) ?

Oui [] Non [X]

Si oui, nom du pôle ou des pôles :

Axe(s) thématique(s)¹ auquel le projet se rattache :

Thématique 1	Les interactions entre les agricultures du local au global
Eventuellement Thématique 2	
Eventuellement Thématique 3	

Principales disciplines associées au projet :

Discipline 1	Economie
Discipline 2	Sciences Politiques
Discipline 3	Sociologie

Mots clés libres associés au projet (5 maximum)

Français	Développement Durable, Politique Publique, Coordination d'acteurs, Gouvernance
Anglais	Sustainable Development, Public Policy, Stakeholders coordination, Governance

¹ Cf. « Les thématiques de recherche », partie 3 de l'appel 2006

PADD 2006 - PROPOCID

Equipes de recherche participantes

Equipe n°	Nom du correspondant principal	Prénom	Titre ou grade + organisme employeur	Discipline	Etablissement	Département de recherche (le cas échéant)	Unité	Nom et Prénom du Directeur de l'unité
1	Bonnal	Philippe	Chercheur	Economie	Cirad	Tera	Arena	Marzin Jacques
2	Gabas	Jean-Jacques	Maître de Conférence	Economie	Paris XI		Gemdev	Geronimi Vincent
3	Roux	Bernard	CR	Economie	Inra	SAE2	UMR Economie Publique	Sourie Jean-Claude
4	Leonard	Eric	CR1	Economie	UMR Moisa			Rastoin Jean-Louis
5	Boinon	Jean-Pierre	Professeur	Economie	Enesad		UMR Cesaer	Aubert Francis

PADD 2006 - PROPOCID

Autres partenaires

Partenaire n°	Nom du correspondant principal	Prénom	Fonction	Organisme	Sigle Organisme	Ville	Pays
1	Remy	Jacques	Chercheur	INRA	INRA	Paris	France
2	Keita	Manda Sadio	Chercheur	Institut d'Economie Rurale	IER	Bamako	Mali
3	Rolland	Jean-Pierre	Chercheur	Unité des Politiques de Développement Rural du MAEP	URP Madagascar (SCRiD et FA&B)	Antananarivo	Madagascar
4	Maluf	Renato	Professeur	Centre de Post-Graduation em développement, Agriculture et Société Université Rurale de Rio de Janeiro	CPDA/UFRRJ	Rio de Janeiro	Brésil
5	Sayago	Doris	Professeur	Centre du Développement durable Université Fédérale de Brasilia	CDS/UNB	Brasilia	Brésil
6	Saavedra	Fernando	Professeur	Faculté Latino-américaine en Sciences Sociales- Mexique	FLACSO - Mexique	Mexico	Mexique
7	Pestana	Gilles	Professeur	Université de Nouvelle Calédonie	UNC	Nouméa	France / Nouvelle Calédonie

PADD 2006 - PROPOCID

Durée du projet : 24 mois 36 mois

Nombre de personnes-mois² mobilisées pour toute la durée du projet : 247

Chercheurs et enseignants-chercheurs permanents	Post doctorants déjà recrutés	Doctorants déjà recrutés	Ingénieurs et techniciens permanents	Personnes à recruter
145	0	30		72 (stagiaires)

² Nombre de personnes x nombre total de mois de travail sur le projet.

2- RESUME DU PROJET

L'émergence de la préoccupation de « durabilité » sur la scène internationale au début des années 1990 a donné lieu à une modification du référentiel des politiques agricoles et rurales nationales, qui s'est opérée de façon spécifique aux contextes nationaux. Dès lors se pose la question du sens donné à la notion de durabilité dans les référentiels des politiques agricoles et rurales et du contenu de ces politiques.

Partant de ce constat, il est proposé d'examiner la réalité des politiques publiques de développement rural durable dans leurs contextes. Plus précisément, il est envisagé d'analyser les modalités selon lesquelles les nouveaux discours sur le développement durable sont intégrés, négociés, ré-interprétés par les porteurs d'intérêts, situés aux différents niveaux de production des politiques publiques (national, régional et local).

Pour conduire cette recherche, il a été retenu une approche d'analyse comparée de politiques publiques, observées auprès d'un échantillon de pays diversifiés. La méthodologie de recherche utilise les instruments de l'approche cognitive des politiques publiques et de l'institutionnalisme historique basés sur la reconnaissance de l'importance de l'univers cognitif des acteurs et de l'analyse historique dans la compréhension des dynamiques de changements institutionnels.

La recherche est structurée en 3 axes thématiques complétés par une analyse synthétique transversale. Le premier axe porte sur l'analyse historique des formes d'intervention de l'Etat. Il sera cherché notamment à préciser les configurations organisationnelles et institutionnelles ainsi que les processus de coordination entre les échelles de gouvernance qui ont structuré l'intervention publique dans le secteur agricole et rural au cours du temps en référence au temps long. Le second a trait à l'analyse des modalités de la prise en compte du développement durable dans les politiques agricoles et rurales des différents pays analysés. L'attention est dans ce cas concentrée sur la période récente et notamment sur la façon dont l'idée de développement durable a pénétré le référentiel des politiques publiques agricoles et rurales. Le troisième axe est centré sur l'observation de la réalité actuelle du développement durable sur le terrain. Il s'agit d'analyser le contenu des politiques publiques observées dans des situations régionales précises et d'en apprécier les résultats. La synthèse transversale viendra compléter ces analyses ; elle portera sur les implications des mesures de politiques de développement durable mises en œuvre en termes démo-économiques.

Les contextes nationaux et régionaux retenus présentent des niveaux variés de consolidation et d'autonomie des Etats-Nations vis-à-vis de l'extérieur. L'échantillon est composé de deux pays émergents (le Brésil et la Mexique), de deux pays moins avancés (le Mali et Madagascar) et de deux situations françaises (une situation métropolitaine et une situation insulaire ultra-périphérique (la Nouvelle – Calédonie). Dans chaque cas, pour compléter l'analyse, ont été choisies des situations régionales voire locales directement concernées par la promotion des questions de durabilité dans l'agenda politique national.

Un protocole de recherche unique a été construit pour mener à bien l'analyse comparée accordant une place importante aux entretiens avec des porteurs d'intérêts et des enquêtes auprès d'acteurs engagés dans la définition, la mise en place et la contestation des dynamiques de développement durable.

La proposition de recherche engage 6 équipes françaises et 9 équipes nationales. La coordination sera assurée par l'organisation d'ateliers périodiques entre les équipes de recherche à l'intérieur des pays et entre les pays.

3- DESCRIPTION DU PROJET

A. Problématique et objectifs scientifiques poursuivis ;

L'élaboration, en 1992, de l'agenda 21 a matérialisé la responsabilité des Etats et des organisations internationales dans la promotion du « développement durable », processus estimé nécessaire pour affronter les défis économiques, environnementaux et sociaux qui conditionnent le bien-être global présent et futur. Cet engagement des Etats à mettre en œuvre des actions visant à combiner développement économique, équité sociale et préservation des ressources naturelles, a induit, dans chaque pays, une modification du référentiel des politiques publiques élaborées et appliquées jusqu'alors.

Conjointement promue dans les arènes internationale et nationales, l'intégration de la « question globale de la durabilité » dans les nouveaux référentiels nationaux se décline de façon spécifique selon le niveau de développement économique et social, l'histoire de la formation du système politique, les préférences culturelles et identitaires, les modalités d'insertion dans les marchés mondiaux et la contribution des secteurs agricoles à l'économie des pays. Les enjeux de la durabilité sont ainsi réexaminés, hiérarchisés et parfois détournés dans les différents contextes nationaux, qui sont simultanément marqués par la décentralisation des processus politiques internes et par une emprise forte des organisations supranationales dans la définition et l'encadrement de l'action publique (bailleurs de fonds internationaux, institutions multilatérales, ONG, firmes mondiales, etc.).

Les relations entre développement durable et agriculture sont ainsi fréquemment conflictuelles :

- les paradigmes productivistes issus des révolutions technologiques des XIX-XXème siècles sont de plus en plus en contradiction avec les objectifs de durabilité ;
- dans les pays du Sud, les principes d'accroissement de la productivité agricole (révolution verte, mécanisation) et de « mise en valeur » des ressources territoriales (politiques de réforme foncière et de colonisation agraire, grande irrigation, création de nouvelles « filières ») sont au cœur des stratégies de développement ;
- la course à la compétitivité issue de la libéralisation et de la dérégulation des marchés agricoles (avec mise en concurrence directe d'agricultures dont les niveaux de productivité divergent radicalement et élimination très inégale des soutiens publics aux prix et aux services agricoles) rend difficile la prise en compte des coûts à court terme des objectifs de durabilité à moyen et long terme.

Le projet se propose d'examiner la réalité des politiques de développement rural durable. Il s'agit d'analyser les modalités selon lesquelles les nouveaux objectifs, leurs référentiels et leurs discours sont intégrés, négociés, déformés et mis en œuvre par les « porteurs d'intérêts » (stakeholders) des politiques de « développement rural durable » en fonction des pratiques antérieures. Logiquement, cette analyse se décline aux niveaux pertinents de production (des discours à l'action) des politiques publiques (international, national, régional, local).

Pour conduire l'analyse, il est fait l'**hypothèse** que les enjeux nationaux de durabilité et les politiques publiques de développement durable résultent d'un processus conflictuel de négociation, de réinterprétation, d'appropriation déformante et de construction entre des acteurs situés aux différentes échelles de gouvernance. En première analyse, on considère que la forme et la stabilité des compromis qui en résultent sont fortement déterminés par quatre facteurs :

- les trajectoires de construction et de structuration des champs de l'action publique (avec une attention particulière à la nature et la forme des processus de décentralisation qui conditionnent la mise en œuvre de stratégies territorialisées de développement) ;
- le degré d'autonomie de l'Etat vis-à-vis de l'extérieur, qui conditionne les marges de manœuvre du politique vis-à-vis de l'économique ;
- l'organisation de la vie publique et le degré d'asymétrie entre les acteurs sociaux qui influent sur la nature du débat social et politique et la crédibilité des compromis institutionnels ;
- les ajustements et les compatibilités de temporalité entre les cadres institutionnels et organisationnels mobilisés pour la production et la réalisation de ces politiques.

L'influence de ces facteurs conditionne de manière spécifique dans chaque pays, selon son histoire et ses caractéristiques économiques et sociales, le degré d'agrégation et de coordination, ou au contraire de segmentation et de fragmentation (et donc la cohérence) des politiques publiques agricoles et rurales, tant au niveau national que régional et local.

Le projet entend comparer plusieurs pays aux « densités institutionnelles » plus ou moins fortes, placés dans des situations très différentes sur l'échiquier mondial, et collecter et traiter en ce sens des informations empiriques en tenant compte des hypothèses énumérées ci-dessus. Il s'agira d'éclairer en particulier les processus de négociation, d'élaboration et d'application des politiques publiques au niveau national, régional et local.

Cette proposition de recherche s'inscrit dans l'axe « développement durable et agriculture » de l'appel d'offre et plus précisément dans la thématique traitant des interactions entre les agricultures, du local au global

B. «Etat de l'art» du sujet et de la problématique abordés

Qu'est-ce que le développement durable ?

Derrière la définition de référence originelle et très générale du Rapport Bruntland (1987) - « Le développement durable, c'est s'efforcer de répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité de satisfaire ceux des générations future » -, les débats autour de la « soutenabilité » faible ou forte (Faucheu, Noël, 1995) et les références aux trois (ou quatre) dimensions du développement durable (Aknin et alli 2002, Martin 2002) illustrent la grande diversité des approches de la durabilité. Dans le domaine du développement agricole, des visions conflictuelles de la durabilité co-existent, et on ne voit pas émerger de véritable communauté épistémique (Haas 1992, Smouts 2001, Aubertin et Vivien 2006). Le principal apport de la notion de développement durable dans l'agriculture est de porter les regards vers les problématiques du long terme (Griffon 2002, Hugon 2004). Mais la question de la traduction concrète de ces préoccupations du long terme, dans la définition des politiques à court et moyen terme reste largement inexplorée (Moustier 2004).

Que sont les politiques de développement agricole durable ?

Dans la théorie économique, des modèles dits politico-économiques ont vu récemment le jour avec comme objectif de tenter d'intégrer le caractère ambivalent de l'Etat dans la définition et la mise en oeuvre de politiques publiques. L'émergence au début des années 1970 dans la littérature économique, de travaux mettant en exergue les défaillances de l'Etat a contribué à renouveler l'analyse économique de l'Etat. Cette littérature s'est beaucoup inspirée des travaux de la nouvelle microéconomie, fondée sur l'étude des asymétries d'information, les résultats de la théorie des jeux et la mise en évidence par cette dernière du caractère contingent de la rationalité. Elle s'est également servie des apports de la théorie des incitations et de la réglementation, fille de la nouvelle économie industrielle (Gabszewicz et Mas-Colell, 1991). Ainsi, est-il généralement admis à l'heure actuelle, l'existence d'au moins deux types d'Etat (Laffont, 2000), à savoir un Etat dit « bienveillant », plus ou moins bien informé, dont le fonctionnement est conforme à la conception traditionnelle de l'Etat-arbitre, et un Etat dit « avec agendas privés », dont la théorisation est plus récente en économie (Shapiro et Willig, 1990).

La montée en puissance des analyses du rôle des institutions dans les systèmes agricoles, en mettant en avant l'importance du « hors-marché » et de la coordination pour l'orientation et le développement de ces systèmes, apporte un éclairage utile sur les raisons des difficultés rencontrées par les politiques (Kydd et Dorward, 2004). Elles doivent être analysées par référence aux cadres institutionnels (au sens large) produits de l'histoire. Les notions de dépendance au sentier, de séquence, de points de bifurcation, de comportements stratégiques (Arthur 1989, Pierson 2004, Mahoney 2001, North 2005) mobilisées dans des travaux récents permettent de définir les principales dynamiques et contraintes qui s'expriment à un moment de l'histoire. A l'intersection de plusieurs disciplines, ces concepts et outils sont prometteurs pour l'analyse des systèmes agricoles face à l'émergence de la durabilité. Une telle approche historique permet de spécifier les principales dynamiques et contraintes qui pèsent sur la définition et la mise en oeuvre des politiques de développement agricole durable.

Les politiques de développement agricole durable sont-elles... durables ?

Les politiques de développement agricole durable se définissent à l'intersection de multiples domaines (agricole, santé, économie, rural, aménagement territorial, décentralisation,...), et impliquent des acteurs et institutions hétérogènes. Elles interviennent sur des dynamiques complexes qui s'inscrivent dans des temporalités longues, démographiques, économiques et sociales. Dans un contexte de libéralisation des filières agricoles, certaines politiques dites durables peuvent participer à une disparition des modes de régulation antérieurs (par la migration par exemple), et affaiblir de façon irréversible les systèmes agricoles eux-mêmes. La question de la prospective des systèmes agricoles est ainsi mise en avant (Griffon 2002).

C. Résultats attendus et leur pertinence du point de vue de la contribution de l'agriculture aux objectifs de développement durable

Ils sont de quatre ordres :

- la production de connaissances sur (i) les capacités réelles des Etats - avec leurs conditions écologiques, économiques et politiques différentes -, à aborder, définir et appliquer au niveau national et local des politiques prenant en compte la préoccupation de développement durable, ainsi que sur (ii) les recompositions institutionnelles liées ou induites par ces politiques ;
- à la lumière des cas étudiés, la discussion de la notion de développement durable et des conditions de son intégration dans les politiques publiques en référence à des critères de durabilité à situer dans les trajectoires et les contextes nationaux ;
- la mise en place d'un réseau de partenariats associant scientifiques et représentants de la société civile pour discuter les coordinations locales en lien avec la préoccupation de développement durable ;
- la constitution d'un réseau international de recherche sur le thème « politiques publiques et développement durable » associant des équipes de diverses origines scientifiques (dans le champ des sciences sociales) et institutionnelles (universités, centres de recherche, ONG).

D. Description du projet : étapes, méthodologie, outils, données, terrains...

La démarche de recherche choisie est celle de l'analyse comparée des politiques publiques. Elle mobilise des concepts de l'économie institutionnelle, de l'économie politique et de la sociologie en tenant compte des dynamiques historiques et des temporalités des programmes mis en œuvre.

Deux types de politiques publiques seront étudiées dans le cadre de cette recherche : (i) des politiques (économiques, sociales, environnementales, territoriales) intégrées ou sectorielles affichant des préoccupations de développement durable et (ii) des politiques se réclamant spécifiquement du développement durable.

Le cadre conceptuel et méthodologique

Les politiques publiques sont conçues comme les « interventions d'une autorité investie de puissance publique et de légitimité gouvernementale sur un domaine spécifique de la société ou du territoire » (Thoenig, 2005). Bien que les modalités d'élaboration divergent d'un contexte national à un autre en fonction du jeu institutionnel et des règles de gouvernance, il est considéré ici que les politiques publiques résultent rarement d'une simple construction abstraite réalisée par les services de la puissance publique mais s'inscrivent dans un processus historique d'interaction avec des acteurs sociaux en s'appuyant sur un référentiel collectif des enjeux perçus par la société au regard d'un système de normes et de valeurs partagées. En cela, les politiques publiques constituent une formalisation des attentes de la société et des réponses collectives qui y sont apportées.

Une politique publique ne se réfère donc pas seulement à un discours, mais aussi à une intervention sur le réel (in fine, une politique c'est ce que l'on fait...). Au-delà de l'approche séquentielle de Jones (Jones 1970 ; apparition d'un problème, mise sur agenda, décision, mise en œuvre), très utile pour construire un cadre comparatif, il convient de se référer aussi à une approche en termes de flux (Kingdon 1984). Le flux des problèmes permet d'analyser la façon dont s'inventent les problèmes à un moment donné. Le flux des alternatives insiste sur la construction des référentiels. Le flux des politiques insiste sur les fenêtres d'opportunité, les moments où les politiques peuvent se déployer. Le rôle des communautés épistémiques est essentiel dans cette démarche (P. Haas 1992).

Enfin, il convient de prendre en compte le fait que l'élaboration mais surtout la mise en œuvre des politiques publiques sont étroitement dépendantes des formes d'organisation et d'intervention de l'Etat sur le territoire national (niveau de concertation avec les acteurs économiques et sociaux, organisation de la gouvernance, nature et rôle des institutions, etc.) et dans la société (niveau de différenciation et de ciblage). Conçues ainsi, les politiques publiques ont un caractère éminemment évolutif, devant s'adapter en fonction des changements du contexte, du référentiel dominant et de la relation entre les acteurs compte tenu de la stabilité des institutions intervenant dans leur élaboration et leur mise en œuvre. Les politiques publiques sont conflictuelles de leur conception à leur mise en œuvre. Les politiques de développement durable en agriculture sont récentes. A ce titre, elles reposent plus sur un ensemble de discours, que sur des pratiques (mise en œuvre) clairement identifiées.

La démarche de recherche s'adosse à deux champs théoriques et méthodologiques particuliers complémentaires : l'approche cognitive et la démarche d'analyse propre à l'école de l'institutionnalisme historique. La première met l'accent sur l'importance des idées dans la construction de politiques publiques et le fait que ces idées s'inscrivent dans des cadres de représentation dotés d'une certaine permanence (Jobert, 1992 ; Hall, 1993 ; Muller, 2000). Elle prône d'accorder une place importante à la compréhension de la formation et le partage des idées dans les analyses de politiques publiques. Cette conception a donné lieu à de nombreuses analyses de politiques publiques dans des domaines les plus divers, notamment dans l'agriculture en France (Muller, 1984, 2004). La seconde, cohérente avec la première, insiste sur le rôle des institutions dans la stabilité des politiques publiques qui permet d'expliquer que des politiques publiques puissent se maintenir malgré les changements politiques. L'observation est centrée sur les conditions du changement institutionnel à partir d'une lecture historique (North, 1990 ; Pierson, 1997 ; Surel, 2000, Thelen, 2003).

Les activités de recherche

De façon générale, la recherche visera à identifier les processus qui ont conduit à définir le corps de règles et les institutions régissant le développement durable dans les différents contextes nationaux. Plus précisément, elle s'attachera à décrypter et à comprendre, en référence au temps long des trajectoires nationales, les référentiels des politiques publiques de développement durable agricoles et rurales, les compromis régissant les orientations de développement, les institutions mises en place pour encadrer les choix collectifs et la nature des actions réalisées par les organisations en charge du développement durable. Il sera accordé une attention particulière aux initiatives résultant de dynamiques locales ou de réseaux d'acteurs localisés et à la capacité des Etats à les incorporer dans les politiques publiques. Les observations porteront sur les différents niveaux de gouvernance pertinents.

La recherche est structurée autour de trois axes qui seront déclinés selon les différentes échelles pertinentes d'analyse (du national au local) et d'une activité de synthèse.

Axe 1 : L'analyse historique des formes d'intervention de l'Etat

Il s'agit ici de préciser le cadre et les modèles de l'intervention publique dans le domaine agricole et rural en réalisant une analyse prenant en compte les dynamiques historiques sur une période de longue durée.

Cet axe va chercher à reconstruire le parcours des décisions de politiques agricoles en insistant sur les choix essentiels qui ont été faits et qui vont largement expliquer les tendances qui seront analysées dans l'Axe 3. Il s'agit de bien mettre en valeur avec le concept de dépendance au sentier les choix adoptés aux niveaux nationaux, régionaux et internationaux.

L'analyse portera sur les configurations organisationnelles (porteurs d'intérêts, formes d'ancrage local et de légitimation de l'Etat, dispositifs de gouvernance locale) et institutionnelles ayant supporté les interventions, ainsi que les processus de coordination entre les niveaux local et national, les formes et les mécanismes de l'interface de coordination entre ces deux niveaux, les types d'intervention de l'Etat en milieu rural et au niveau local. Ces observations seront rapprochées de l'analyse de la place de l'agriculture dans la trajectoire de la construction de l'Etat.

L'analyse s'intéressera plus spécifiquement aux formes et au contenu concret des politiques agricoles et rurales : les champs d'intervention privilégiés (filières, territoires) et leur évolution au long de l'histoire de l'intervention publique, le niveau de segmentation ou, a contrario, de coordination opérationnelle de ces interventions, les instruments de politiques publiques et les configurations territoriales engendrées, le niveau d'incorporation des initiatives locales ou provenant de réseaux sociaux. On s'attachera en particulier aux formes institutionnelles ayant historiquement assuré l'ajustement et la cohérence temporelle interne des interventions publiques, entre les administrations publiques, les agences décentralisées, les pouvoirs locaux et les exploitations et ménages agricoles.

Cet axe1 construira des périodisations dans la formulation des mesures de politiques économiques. Une analyse comparative entre les différents pays sera obtenue.

Axe 2 L'analyse des modalités de la prise en compte du développement durable dans les politiques agricoles et rurales au niveau de l'Etat-Nation

Le second Axe a comme objectif de « revisiter » dans chacun des pays la genèse du « développement durable » en analysant de façon précise le contenu de ce concept. A-t-il été principalement un concept environnemental ? Comment a-t-il été décliné selon les secteurs, voire les régions ? Comment cette approche a-t-elle été « introduite » dans les politiques agricoles et de développement rural ?

Il s'agit donc d'informer et d'analyser l'histoire récente et les débats en cours en matière d'intervention publique en milieu rural : révision des paradigmes fondant les politiques de développement agricole et rural et leur mode de production et de mise en œuvre ; incidence des déterminants internationaux sur ces

mutations et caractérisation des formes et des processus de médiation et d'ajustement de ces paradigmes entre le niveau international et les échelles territoriales d'application des politiques publiques ; caractérisation des niveaux socio-spatiaux et des formes de production et de mise en œuvre des politiques publiques, avec une référence particulière à la place des mesures de décentralisation dans ces processus ; implications sur l'évolution du référentiel et l'élaboration des politiques publiques. Les visions conflictuelles d'une « agriculture durable », qui traversent l'ensemble des échelles de l'action publique, interrogent l'existence d'une véritable « communauté épistémique » sur ce thème. Cette incertitude éclaire la grande diversité des politiques et pratiques qui s'y réfèrent.

L'attention portera en particulier sur la configuration et le fonctionnement des arènes de négociations, lorsqu'elles existent, des cadres de concertation, les marges de manœuvre et le partage des responsabilités aux différentes échelles, en référence au concept de *co-production* ou de *production « par le bas »* des politiques publiques : comment les politiques de développement durable, segmentées et mises en œuvre par des agences, organisations ou acteurs privés faiblement coordonnés entre eux sont « remises en contexte » aux niveaux de gouvernance locale en fonction d'enjeux contextualisés de « durabilité ».

A ce niveau, il conviendra de s'interroger sur les cohérences de temporalité entre les différents acteurs institutionnels (bailleurs de fonds, ONG, différentes agences de l'Etat, administrations locales, entreprises privées, collectivités paysannes, familles rurales) impliqués dans la négociation et la mise en œuvre des politiques de développement durable : l'horizon temporel de ces programmes et politiques, leur déroulement dans le temps (continu, discontinu, cyclique) définissent-ils des agendas compatibles entre eux ? Se renforcent-ils mutuellement, créent-ils des effets d'embouteillage ?

Cet axe concerne la situation actuelle : les arrangements institutionnels et le jeu des acteurs qui président à la prise en considération de la durabilité dans les politiques agricoles et rurales. Cela suppose la compréhension du rôle de l'Etat dans le jeu des négociations internationales et sa capacité à négocier les référents du développement durable au regard des enjeux de politique interne ; du degré d'engagement du pays dans la libéralisation économique ; de la nature des débats nationaux portant sur la préservation des ressources naturelles. Cette approche implique les champs d'analyse suivants :

Axe 3. La réalité du DD sur le terrain

Il s'agit de caractériser la mise en place de politiques publiques de développement durable au concret. Cet axe 3 analyse le flux des politiques, en privilégiant les questions de coordination entre secteurs, espaces et temporalités. Le constat de la difficile mise en œuvre des politiques de développement rural durable renvoie ainsi aux comportements stratégiques d'acteurs qui peuvent s'exprimer sous la forme de situations de défauts de coordination. Dans de telles situations, les injonctions de politique sont déformées, et les actions divergent notablement des intentions initiales.

On peut considérer que les « institutions internationales » produisent des injonctions de politiques économiques et environnementales selon *une hiérarchisation des priorités et des rythmes* qui s'imposent et se diffusent plus ou moins rapidement en direction des politiques nationales (délais illustrés par l'analyse historique comparative). La mise en œuvre et la transmission de ces politiques nationales sur les terrains respectifs souffrent des processus de médiatisation et des délais qui peuvent se traduire par des syncopes plus ou moins importantes avec les rythmes et les orientations programmés (la non-application des directives des politiques est l'illustration d'une syncope prolongée). Dans une telle démarche « top down », le haut définit l'agenda, le bas suit un calendrier (agricole, saisonnier...) sans garantie que les deux coïncident. Par ailleurs, selon l'organisation et le degré d'autonomie des collectivités locales (décentralisation), on peut assister à une remontée des enjeux de durabilité et des temporalités du bas vers le haut. Les communautés et les collectivités locales peuvent construire leur propre agenda programmatique, en cohérence ou non avec les agendas nationaux et internationaux, et peut-être les infléchir (les PMA se trouvant de ce point de vue dans une situation plus désavantageuse que les économies émergentes).

Pour évaluer le degré réel de prise en compte de la durabilité dans la mise en œuvre des politiques agricoles et rurales, sera réalisée une analyse des conditions de leur application et de leur effectivité sur des territoires choisis au niveau régional ou sur des filières.

La synthèse des observations

La synthèse des travaux des trois axes permettra de questionner les implications des mesures de politiques agricoles et de développement durable réellement mises en œuvre. Ces implications sont à analyser en

termes démo-économiques notamment. Plusieurs questions transversales aux différents terrains seront ainsi abordées :

- De quels degrés de liberté et de quels moyens disposent les Etats pour élaborer et appliquer des politiques visant à intégrer l'agriculture et le monde rural dans une vision globale de la durabilité ?
- Le développement rural tel qu'il est observable aujourd'hui et compte tenu des décisions prises au cours des décennies antérieures (dépendance au sentier), au niveau actuel d'incorporation de mesures visant la durabilité, est-il durable, à savoir sans risques d'impasses voire de crises majeures ?
- Plus généralement, dans quelle mesure ces nouvelles orientations des politiques rurales contribuent-elles à la durabilité du système socio-environnemental considéré dans son ensemble ?

Le référentiel qui actuellement guide l'ensemble des décisions de politiques agricoles est celui de la libéralisation auquel on « ajoute » le plus souvent un ingrédient de développement durable (articulation des axes 1 et 2). Les tendances observées indiquent notamment des migrations importantes de populations à la fois intersectorielles mais aussi régionales et bien sûr intercontinentales. Cette tendance peut-elle perdurer, peut-elle être durable ? D'autant plus que l'hypothèse dominante concernant les changements sectoriels est que les actifs agricoles pourront se reconvertir dans les services ou dans l'industrie, à l'image de l'histoire de nos XIXème et première moitié du XXème siècle. Cette hypothèse correspond-elle à la réalité ? Ou assiste-t-on à une marginalisation, une paupérisation d'une partie du monde rural ? Quels sont les impacts en termes de modification dans l'organisation des territoires ?

Les contextes nationaux et régionaux pris en compte par la recherche

Sur les trois axes mentionnés, l'analyse comparée se construira à partir de situations nationales différenciées quant : (i) au niveau de consolidation et d'autonomie des Etats-Nations et des territoires dans le jeu des négociations internationales et à leur capacité à négocier les référents du développement durable au regard des enjeux de politique interne ; (ii) au degré d'engagement de ces pays dans la libéralisation économique ; (iii) aux formes historiques de l'intervention publique dans le secteur rural (à travers des dispositifs sectoriels et/ou territorialisés...) ; (iv) à la nature des débats nationaux portant sur la résilience plus ou moins grande des exploitations agricoles familiales et la préservation des ressources environnementales. L'intérêt de prendre en considération un ensemble de pays différenciés sur la base de ces critères réside dans la spécificité des mutations agricoles et rurales de chacun des cas étudiés et dans le poids très significatif qu'y revêt encore l'agriculture.

A un niveau plus fin, des études de cas porteront, selon la pertinence de ces niveaux d'analyse dans les contextes nationaux abordés (à justifier), sur des espaces régionaux (faisant l'objet de politiques territorialisées de développement durable) directement concernées par la promotion des questions de durabilité dans l'agenda politique national.

Dans cet objectif, le projet s'intéressera à trois types de configuration nationale, représentées chacune par deux cas au niveau desquels les équipes impliquées dans l'élaboration du projet ont engagé des programmes particuliers de recherche :

- **deux pays émergents, le Brésil et le Mexique**

Le Brésil s'est engagé depuis le milieu des années 1990 dans une stratégie de développement visant à stimuler la croissance économique par la décentralisation et par une politique économique fondée sur le respect de l'orthodoxie budgétaire et la promotion des exportations. Bénéficiant d'un pouvoir économique et d'une autonomie vis-à-vis de l'extérieur grandissants, le Brésil est néanmoins sous pression internationale pour maîtriser les dégradations environnementales (Amazonie) et réduire les inégalités sociales (notamment la pauvreté rurale). Trois régions seront étudiées : (i) l'Amazonie : problématique de la conservation des ressources (biodiversité, couvert végétal) et de l'aménagement de l'espace (Etat du Pará), (ii) Le Nordeste : problématique de la conservation des ressources rares en milieu semi-aride et réduction de la pauvreté, (iii) Le Sud-est : zone caféière, préservation des ressources, développement économique et social et compétitivité (Etat du Minas Gerais). Les politiques étudiées sont celles se réclamant du développement durable du ministère de l'environnement (Proambiente), du ministère du développement agricole (Programme National pour l'agriculture familiale, Programme de développement territorial) et les programmes d'appui à la certification des produits d'exportation (café). La recherche portera également sur les coordinations interministérielles, notamment la Condraf (Conseil national du développement durable) et les initiatives locales réalisées par les ONG et les organisations professionnelles agricoles et rurales. Une attention particulière sera portée sur le mouvement « agroécologie » en plein développement.

Le Mexique s'est volontairement engagé depuis la moitié des années 1980 dans un double processus d'ouverture commerciale et d'intégration économique régionale, formalisé par la ratification de l'ALENA, en 1994. Il a substitué violemment sa politique interventionniste basée notamment sur une expérience unique de réforme agricole initiée au début du XX^e siècle en libéralisant très largement ses marchés agricoles,

fonciers et financiers. Il semblerait dès lors que l'argument de la durabilité ne constituerait qu'un instrument de légitimation pour mener des politiques qui n'intégreraient que marginalement les exigences sociales et environnementales que suppose le concept. Cette hypothèse reste à vérifier par l'étude des initiatives de soutien au monde rural, notamment les différents programmes de soutien aux catégories les plus vulnérables (Procampo, Oportunidades), les politiques d'appui à la modernisation des exploitations et les actions du sous-secrétariat du Développement durable et du CMDRS (Conseil Mexicain pour le Développement Rural Durable). L'analyse doit également intégrer les actions d'autres acteurs institutionnels, comme celles du ministère de l'environnement (Semarnat) ou de la société civile. Sur ce dernier point, on s'intéressera notamment à l'agroécologie promue par certaines universités et ONG. L'étude de cas concernera la région de l'Isthme mexicain, qui offre une palette variée et complète des différentes facettes des politiques publiques, ainsi que du point de vue des configurations micro-régionales de « l'insertion compétitive » dans les marchés nord-américains (du travail, des produits, des projets de développement, etc.).

- **deux pays figurant parmi les pays moins avancés (Madagascar et Mali)**

Madagascar offre le paradoxe d'une grande richesse sur le plan des ressources naturelles et de l'environnement (hotspot de biodiversité, grand nombre de variétés endémiques, exportation de produits tropicaux recherchés : vanille, litchi, crevette...) et de difficultés importantes sur les plans économique (l'un des pays les plus pauvres de la planète, stagnation de la productivité agricole, fortes contraintes au développement de l'industrie et des services) et social (inégalités entre milieux urbain et rural, entre régions, entre ethnies...). 3 régions seront étudiées (i) Le Lac Alaotra : grenier à riz, zone test de développement intégré, (ii) Les Hautes Terres : zone de forte pression anthropique sur les terres liées à la concentration de la population, (iii) zone forestière : problématique de conservation des ressources forestières compatible avec les activités agricoles et pastorales. Les politiques étudiées sont : (i) Celles relevant du développement économique, plan d'Action du Développement Rural (PADR), Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), « Vision Madagascar Naturellement » et Politique Générale de l'Etat (élaborées en 2005). (ii) Celle relevant de l'agriculture et du développement rural, le Plan directeur quinquennal pour le développement rural (Master plan du MAEP) (2004-2009), le Business plan pour l'agriculture (2004-2006). Celles se réclamant du développement durable: Plan environnemental III, Bassins Versants – Périmètres Irrigués... Celles relevant du développement local : Plans Régionaux de Développement (PRD), Plans Communaux de Développement (PCD). Les politiques sectorielles : décentralisation, foncière, développement rizicole, forestière...

Le **Mali** est classé parmi les pays les plus pauvres de la planète (au 172^{ème} rang selon l'indicateur IDH du PNUD). A l'échelle du Sahel, il figure néanmoins comme un « grand » pays agricole, dont le rôle potentiel de grenier pour l'Afrique de l'Ouest avait sous-tendu le projet colonial de mise en valeur de la vallée du Niger dès les années 1930. En dehors de l'exploitation modeste de l'or et des revenus de l'émigration, l'essentiel des ressources du pays repose sur l'agriculture et l'élevage et notamment le riz et le coton depuis la dévaluation du franc FCFA. Le Mali constitue un cas exemplaire dans l'étude des politiques de libéralisation des marchés. D'une part il a été soumis au programme « standard » d'ajustement FMI/Banque Mondiale. D'autre part, il a mis en place dès 1981 avec l'appui décisif des bailleurs de fonds (regroupés pour une fois) un dispositif original d'accompagnement des réformes, le PRMC (Programme de restructuration du marché céréalier) doté de moyens importants et d'une perspective moyen et long terme. Le secteur agricole ayant été géré jusque là de façon administrée à travers le monopole public des offices de commercialisation et les prix fixés au producteur et au consommateur au même niveau sur tout le territoire, on pouvait s'attendre à des répercussions fortes de la politique de libéralisation sur la sécurité alimentaire. Dans ce contexte de modification radicale des règles du jeu (changement institutionnel), le PRMC a fait des efforts importants pour construire les institutions nécessaires au fonctionnement du marché : mise en place d'un SIM (systèmes d'information du marché céréalier, devenu depuis peu Observatoire des marchés agricoles), appui à la constitution de GIE de commerçants, diffusion d'émission radio sur les nouvelles règles du marché, programme de crédit aux producteurs (via les AV – associations villageoises – et les OP) et aux commerçants (via les GIE), mise en place d'une politique de prévention des crises avec un SAP (système d'alerte précoce)...

Deux régions feront l'objet d'enquêtes plus approfondies : Sikasso et la zone de l'Office du Niger. L'étude se fera par ailleurs en privilégiant le coton ainsi que le secteur céréalier et rizicole qui concernent plus de 95% des actifs agricoles au Mali. Par ailleurs, l'étude Mali sera l'occasion de revisiter les hypothèses d'une étude qui a très largement inspiré les politiques de développement en ce début de XXIème siècle : West African Long term Perspective Study, réalisée par le Club du Sahel/OCDE.

- **deux situations régionales français, dans l'hexagone et l'Outre-mer (Nouvelle Calédonie)**

En **France métropolitaine**, la libéralisation croissante des marchés agricoles et la mise en conformité progressive des règles communautaire (UE) avec les principes de l'OMC poussent nombre d'agriculteurs à améliorer leur compétitivité sur les marchés internationaux, par une stratégie de réduction des coûts de

production au détriment de la préservation des ressources naturelles. Diverses politiques publiques sont progressivement mises en œuvre pour tenter d'enrayer ces effets négatifs (renforcement de la réglementation, écoconditionnalité des aides, contrats d'agriculture durable, etc.). Certaines de ces politiques publiques rencontrent l'intérêt des collectivités territoriales, elles-mêmes de plus en plus souvent soucieuses de veiller à la qualité des ressources en eau, des paysages et au développement durable de leurs territoires. L'observation portera aussi bien sur des terrains institutionnels du débat entre acteurs (CDOA, commissions agricoles de communautés de communes, forums divers...) que sur la mise en œuvre effective de ces politiques publiques dites territorialisées, dans diverses régions. Deux régions - la **Bourgogne** et le **Languedoc – Roussillon** - contrastées du point de vue de la place et le rôle de l'agriculture dans l'économie et la société régionales, la fragilité des ressources naturelles, la compétitivité des produits agricoles, seront traitées et comparées.

La Nouvelle Calédonie est un territoire en transition depuis les revendications indépendantistes des années 80. Elle est engagée, surtout depuis 1999, sur la voie d'une autonomie grandissante. Le niveau de vie y est élevé (comparable à celui de la Nouvelle Zélande), mais des disparités fortes subsistent, notamment entre le Sud à majorité européenne dominé par le pôle de Nouméa, et le Nord et les îles Loyautés. Les trois Provinces, créées en 1989, sont compétentes en matière de développement économique et social et d'environnement. Le pays est dépendant des transferts français, mais dispose d'importantes ressources naturelles : nickel et biodiversité remarquable. Les stratégies de développement publiques et privées (multinationales notamment), axées sur l'exploitation minière, se heurtent à la volonté autochtone de maîtrise locale des richesses naturelles et de contrôle des bouleversements sociaux attendus du développement industriel. Des compromis spécifiques émergent de cette confrontation. L'agriculture revêt des formes très différentes de celles rencontrées en France, avec notamment une forte prégnance de ses fonctions non marchandes que les interventions publiques, calquées sur des modèles externes, peinent à appuyer. La région retenue est la Province Nord dont le développement rural est intimement lié à l'installation d'un important complexe minier. Les politiques étudiées sont à l'échelle provinciale celles – qualifiées de développement durable - de densification du tissu économique rural (et notamment agricole) articulé aux activités qualifiées de structurantes en devenir : mines, aquaculture et tourisme. Leur cohérence avec les politiques territoriales et nationales de corrections des déséquilibres locaux sera également étudiée.

E. Organisation et conduite du projet :

E1. Organisation générale du projet

Le projet est organisé en 5 Work packages.

Work package 1 (WP1). Gestion du programme et activités de coordination scientifique.

Outre les activités de gestion proprement dites (suivi de l'exécution du budget, rédaction des rapports administratifs, information sur le projet), l'objet du WP est d'assurer la communication et la coordination entre les chercheurs impliqués tout au long de la vie du projet ainsi que la valorisation des résultats de recherche. Ces objectifs seront assurés par l'organisation d'ateliers de concertation périodiques et la publication d'un ouvrage de synthèse.

Responsable : Philippe Bonnal

L'ensemble des chercheurs du projet est concerné.

Tâche 1. Préparation détaillée du projet : Approfondissement de la bibliographie, constitution d'un fond documentaire sur les politiques publiques des pays retenus pour l'analyse, définition des indicateurs de comparaison, définition d'une grille d'analyse.

Tâche 2. Organisation d'un atelier de lancement du projet. Discussion du projet, ajustement de la grille, définition d'un calendrier détaillé de recherche.

Tâche 3. Organisation d'un atelier à mi-parcours aux termes des études nationales relevant des WP2 et 3. Discussion des résultats et des difficultés de terrain. Mise en perspectives des résultats obtenus. Discussion des politiques publiques à étudier dans le WP3.

Tâche 4. Organisation d'un atelier final. Présentation et discussion des synthèses par pays, présentation et synthèse générale.

PADD 2006 - PROPOCID

Tâche 5. Publication d'un ouvrage de synthèse.

Work package 2 (WP2) : L'analyse historique des formes d'intervention de l'Etat

Les activités du WP2 portent exclusivement sur l'axe 1, consacrée à l'analyse des formes de l'intervention de l'Etat sur le long terme.

Responsable : Eric Léonard

Les chercheurs concernés : Brésil (J. F. Tourrand, Renato Maluf, Ph. Bonnal, B. Roux + 2 étudiants de troisième cycle, Mexique E.Léonard, Mali (Jean-Jacques Gabas, K.Nubupko), Madagascar (M.-H. Dabat, France (B. Roux, J.P. Boinon, J.M. Sourisseau + 2 étudiants). Approche transversale : Yves Viltard, Jean Coussy.

Les activités porteront les niveaux suivants :

- (i) L'analyse de la place de l'agriculture nationale et régionale (régions retenues pour la recherche) dans la trajectoire de construction de l'Etat (importance économique, sociale, politique),
- (ii) Analyse de l'évolution du cadre de l'intervention publique : les référentiels, contenus, objectifs et champs d'intervention (filières, marchés, structures, territoires) des PAR ; les acteurs, groupes sociaux, porteurs d'intérêts concernés par les PAR et leurs poids respectifs ; les configurations institutionnelles et organisationnelles ayant servi à l'élaboration des PAR et à leur mise en œuvre au niveau national et au niveau local, ainsi que les processus de coordination entre ces deux niveaux ;
- (iii) L'analyse du contenu des politiques agricoles et rurales des PAR, c'est à dire leur contribution à la configuration des agricultures nationales avant le moment où s'est imposée le notion de DD, notamment au regard du paradigme productiviste et aux recommandations des organismes internationaux.

Des études seront réalisées simultanément au niveau national et régional et complétées par une synthèse.

La méthodologie consistera en (i) l'analyse de la bibliographie existante, (ii) l'analyse des bases de données internationales (portant sur le pays étudié), nationales et régionales, (iii) l'entretien avec des acteurs ayant un regard ou ayant eu un rôle particulier sur les processus d'évolution historique.

Les tâches:

Tâche 1 : Coordination méthodologique au niveau national. Réalisation d'un 1^{er} atelier de coordination au niveau national. Discussion des concepts et démarches des axes 1 et 2.

Produit : cadre d'analyse,

Tâche 2 : exploitation bibliographique, analyse des données statistiques.

Tâche 3 : formalisation des résultats.

Produits : rapports régionaux et nationaux

Work package 3 (WP3) : L'analyse des modalités de la prise en compte du DD dans les PAR au niveau de l'Etat-Nation

Le WP3 portera exclusivement sur l'axe 2.

Responsable : Bernard Roux

Les chercheurs concernés : Brésil (Les chercheurs concernés : Brésil (R. Maluf, S. Leite, Ph. Bonnal + 2 étudiants de troisième cycle). Mexique (E.Léonard, F. Saavedra), Mali (J.-J.Gabas, J. Egg, K.Nubupko, J. Coussy), Madagascar (M.-H. Dabat, J.-P. Rolland, P. Montagne, A. Bertrand), France et Nouvelle Calédonie (B. Roux, J.P. Boinon, J.M. Sourisseau, 2 stagiaires)

Les angles d'analyse seront les suivants :

PADD 2006 - PROPOCID

- o l' « injonction » au DD venue de l'extérieur, notamment d'organismes internationaux : on étudiera comment est transmise l' « injonction », quels acteurs la favorisent ? quels autres s'y opposent
- o les arènes de négociations et les cadres de concertation où les acteurs, les porteurs d'intérêts font valoir leurs points de vue par rapport à la prise en compte du DD dans les PAR ;
- o les niveaux socio-spatiaux et les formes de production et de mise en œuvre des PAR, avec une référence particulière à la place des mesures de décentralisation dans ces processus ; on s'efforcera de comprendre comment les mesures de développement durable, segmentées et mises en œuvre par des agences, organisations ou acteurs privés faiblement coordonnés entre eux sont « remises en contexte » aux niveaux de gouvernance locale en fonction d'enjeux contextualisés de « durabilité ».
- o les cohérences de temporalité ; les différents acteurs institutionnels (bailleurs de fonds, ONG, différentes agences de l'Etat, administrations locales, entreprises privées, organisations et collectivités paysannes) impliqués dans la négociation et la mise en œuvre du DD dans les PAR ont des horizons temporels différents ; le déroulement dans le temps (continu, discontinu, cyclique) de leurs programmes définissent-ils des agendas compatibles entre eux ? Se renforcent-ils mutuellement, créent-ils des effets d'embouteillage ?

La méthodologie est basée d'une part sur : (i) l'exploitation de la littérature, (ii) l'analyse des textes législatif, (iii) la réalisation d'entretiens avec des acteurs impliqués dans le processus d'élaboration de politique publique ou dans des cadres de concertation.

Les Tâches :

Tâche 1 : recherche bibliographique et analyse du cadre législatif au niveau national et régional.

Produits : repérage et description des politiques de développement durable,

Tâche 2 : entretien avec les acteurs au niveau national et régional

Produits : compte rendus détaillés d'entretiens, rapports de synthèse au niveau national et régional.

Tâche 3 : Analyse et discussion des résultats nationaux et régionaux. Réalisation du 2do atelier national.

Produits : Synthèses nationales et régionales.

Work package 4 (WP4) : Analyse de la mise en œuvre et des politiques publiques au niveau régional

Ce WP correspond à l'axe 3.

Responsable : Vincent Geronimi

Les chercheurs concernés :

Brésil : Ph. Bonnal, R. Maluf, S. Leite, F. Landy, M. Piraux, J.-F. Tourrand, Doris Sayago, B. Roux, F. Landy, stagiaires.

Mexique : E.Léonard, J. Foyer, D.Dumoulin, M.A. Jouanjean,

Mali : V. Géronimi, J.-J.Gabas, J. Egg, K.Nubupko, M.-A.Jouanjean, I. Sacko, M.S. Keita, O. Sanogo, O. Sanogo, B. S. Diallo et L.Sidibe), Madagascar (M-H Dabat, J.-P. Rolland, S. Moreau) ,

Madagascar : M.-H Dabat, S. Moreau

France / Nouvelle Calédonie : B. Roux, J.P. Boinon, J. Rémy, J.M. Sourisseau et 3 étudiants stagiaires.
Approche transversale à l'ensemble des pays : Yves Viltard, Jean Coussy.

Une partie importante des activités du WP4 consistera à harmoniser les questionnements et hypothèses entre les terrains. Cette harmonisation se traduira par la comparaison des acteurs identifiés sur les différents terrains régionaux, la production d'un guide d'entretien commun, et la réalisation d'une synthèse transversale.

PADD 2006 - PROPOCID

On distingue une première phase d'entretiens (essentiellement au niveau national) de la phase d'enquête proprement dite, qui suppose un travail plus important sur les sous-régions et localités retenues. La phase d'entretien doit notamment permettre d'harmoniser et de lisser les hypothèses qui seront testées dans la phase d'enquête.

Les rapports devront cartographier les principaux défauts de coordination et les comportements stratégiques au cœur de la mise en œuvre des politiques de développement rural durable, en insistant notamment sur la dimension des conflits de temporalité.

Les tâches

Tâche 1 : Coordination et harmonisation des définitions et hypothèses entre terrains et exploitation bibliographique.

Les produits : (i) méthodologie commune, (ii) identification des hypothèses en termes de : flux des politiques, coordination entre secteurs, espaces et temporalité, (iii) identification des acteurs nationaux et locaux.

Tâche 2 : Entretiens avec les décideurs, administrateurs et bailleurs de fonds au niveau régional

Produit : Synthèse des entretiens

Tâche 3 : Mise au point méthodologique et validation des procédures d'enquêtes

Produit : Guide d'enquête

Tâche 4 : Réalisation des enquêtes régionales

Produits : exploitation des enquêtes de terrain, rapports régionaux, synthèse transversale

Tâche 5 : Analyse des enquêtes et discussion des résultats.

Tâche 6 : Synthèse et harmonisation. Réalisation d'ateliers nationaux et discussion des rapports.

Produits : validation des hypothèses, élaboration d'un rapport national

Work package 5 (WP5) : Synthèse

L'objet de cette synthèse est de mettre en perspective les différentes études de cas nationales et régionales en insistant sur les grands enjeux démo-économiques et migratoires communs à l'ensemble des terrains. Le WP 5 préparera, en lien avec le WP1, le séminaire final du projet et la coordination des publications de synthèse de la recherche

Responsable : Jean-Jacques Gabas

Participants Ph. Bonnal, Sergio Leite, R. Maluf, Vincent Geronimi, Johny Egg, Claire Mainguy, Yves Viltard, Jean Coussy, Bruno Losch, J.M. Sourisseau, M.H. Dabat.

Tâche 1. Mise en perspective des études régionales et nationales. Analyse des résultats de recherche des WP2, WP3 et WP4 au regard de l'évolution du contexte démographique et économique. Tenue d'ateliers nationaux.

Produits : rapports nationaux, rapport ensemble terrains

Tâche 2. Préparation et réalisation du séminaire final du projet de recherche.

Tâche 3. Coordination édition de l'ouvrage de synthèse

E2. Contribution des équipes

Les chercheurs appartenant aux équipes engagées dans cette recherche se connaissent pour la plupart de longue date pour avoir réalisé de travaux ensemble. Les opérations de recherches les ayant réunis portent

PADD 2006 - PROPOCID

essentiellement sur l'analyse des politiques publiques (Gemdev, Cirad, Umr Moisa, IER Mali, URP Madagascar, Flacso), notamment en Afrique et au Mexique, et sur les recherches concernant la multifonctionnalité de l'agriculture en France et dans différents contextes tropicaux comme le Brésil, le Mexique, l'Outre-mer français (Inra, Cirad, Enesad, Umr Moisa, Flacso, Cpda/UFRRJ).

Dans la recherche proposée, le CIRAD, l'INRA / ENESAD et l'UMR MOISA sont engagés de façon continue avec leurs partenaires nationaux dans les recherches de terrain. Au Brésil, les recherches seront conduites essentiellement par le Cirad, le CPDA / UFRRJ, le CDS / UNB, l'EMBRAPA avec la participation de l'Inra. Au Mexique les travaux seront conduits par L'Umr MOISA et FLACSO. A Madagascar, le Cirad interviendra avec l'URP Madagascar. Au Mali, le Cirad travaillera principalement avec l'IER. En France, l'Inra et l'Enesad assureront l'essentiel des travaux en métropole et le Cirad en Nouvelle Calédonie.

Le Gemdev assurera des recherches ciblées, en complémentarité avec les institutions précédentes, au Mali, Mexique et, dans une moindre mesure, au Brésil et à Madagascar.

Les coordinations des travaux au niveau des terrains se feront par le biais d'un responsable par pays : Brésil (Philippe Bonnal), Mali (Jean-Jacques Gabas), Mexique (Eric Léonard), Madagascar (Marie-Hélène Dabat), France (Bernard Roux). La coordination entre les thèmes sera assurée par les responsables de WP (cf. point E1).

Implication des équipes par pays

Pays	Equipes	CIRAD	INRA / ENESAD	GEMDEV	MOISA
Brésil		X	X	X	
Mexique		X		X	X
Madagascar		X		X	
Mali		X		X	X
France		X (Nouvelle Calédonie)	X		

E3. Projet PROPOCID - Calendrier du projet

	Année 1				Année 2				Année 3			
	1 ^{er} tri	2 ^{eme} tri	3 ^{eme} tri	4 ^{eme} tri	1 ^{er} tri	2 ^{eme} tri	3 ^{eme} tri	4 ^{eme} tri	1 ^{er} tri	2 ^{eme} tri	3 ^{eme} tri	4 ^{eme} tri
WP1												
Tâche 1 Préparation projet	■											
Tâche 2 . Atelier de lancement	X											
Produit 1.1 : Rapport intermédiaire à 6 mois		®										
Produit 1.2 : Rapport intermédiaire à 1 an.				®								
Tâche 3. Atelier intermédiaire						X						
Produit 1.3 : Rapport à mi-parcours						®						
Produit 1.4. : Rapport intermédiaire à 2 ans.								®				
Produit 1.5 : Rapport intermédiaire à 2,5 ans.									®			
Tâche 4. Atelier final												X
Tâche 5. Publication ouvrage synthèse												X
Produit 1.6 : Rapport final.												®
WP 2												
Tâche 1 Coordination méthodologique	■											
Produit 2.1 : cadre d'analyse		®										
Tâche 2 : analyse Bibliographique		■	■	■								
Tâche 3. Formalisation					■							
Produit 2.2 : Rapports régionaux et nationaux						®						
WP 3												
Tâche 1 analyse biblio PAR		■	■	■								
Produit 3.1 : identification des politiques publiques					®							
Tâche 2 entretien acteurs			■	■								
Produit 3.2 : rapport de synthèse au niveau national et régional					®							
Tâche 3. Synthèse					■	X						
Produit 3.3 : synthèses nationales et régionales						®						

PADD 2006 - PROPOCID

	Année 1				Année 2				Année 3			
	1 ^{er} tri	2 ^{ème} tri	3 ^{ème} tri	4 ^{ème} tri	1 ^{er} tri	2 ^{ème} tri	3 ^{ème} tri	4 ^{ème} tri	1 ^{er} tri	2 ^{ème} tri	3 ^{ème} tri	4 ^{ème} tri
WP 4												
Tâche 1 Préparation	■											
Produit 4.1. : méthodologie							®					
Tâche 2 Entretiens décideurs	■											
Produit 4.2. : synthèses des entretiens							®					
Tâche 3. discussion méthodo d'enquêtes	■											
Produit 4.3 : guide d'enquête								®				
Tâche 4 enquêtes régionales						■						
Produit 4.4. : rapports régionaux, synthèse transversale										®		
Tâche 5 traitement enquêtes									■			
Tâche 6 Synthèse												X
Produit 4.5 : rapports nationaux												®
WP 5												
Tâche 1 Etude transversale											■	
Produit 5.1 :												®
Tâche 2 préparation séminaire											■	
Tâche 3. Edition ouvrage											■	

Symboles

- X Tâche ponctuelle
- Tâche longue
- ® Produit

E4. Coordinations prévues avec d'autres programmes ou projets de recherche

- Le projet GEOPOLAGRI au Brésil : évaluation des politiques agricoles au Brésil, le rôle des *policy makers*, du CPDA, Université Fédérale rurale de Rio de Janeiro (coordinateur : Sergio Leite) dont l'objectif est de comprendre les déterminants de la formation actuelle de la politique agricole et la nature des ajustements en cours.
- Le projet NEAD sur multifonctionnalité de l'agriculture familiale et développement territorial en milieu rural au Brésil (coordinateur Renato Maluf) visant à explorer en quoi le concept de multifonctionnalité de l'agriculture permet de revisiter la définition de politiques publiques au niveau local et territorial.
- L'action thématique programmée (ATP) du Cirad « sécurité alimentaire et intégration économique régionale » : qui traite de la question de la synergie entre l'intégration régionale et la relance des politiques agricoles et alimentaires en Afrique de l'Ouest.
- Le programme RuralStruc (Structural implications of liberalization on agriculture and rural development), mis en oeuvre par la Banque mondiale et la Coopération française, dont l'objectif est d'analyser, par une approche comparative, les conséquences des recompositions des marchés agro-alimentaires mondiaux et des changements de politiques économiques sur les structures agricoles nationales.
- La proposition GATO (Gouvernance, Agricultures, Territoires et Organisations) déposée par Eduardo Chia et Patrick Caron dans le présent appel d'offre.
- La proposition EBP-Biosoc (Agriculture et développement durable dans les problématiques d'évidence – Based Policies) déposée par Catherine Laurent dans le présent appel d'offre, notamment sur le Brésil.

F. Difficultés et risques susceptibles de peser sur la bonne réalisation du projet et moyens prévus pour y parer

**4- COLLABORATIONS
AUTRES PARTENAIRES³**

- **Partenaire n° 1** Inra Mona (France)

Organisme: INRA/SAE2/MONA 65 Bd de Brandebourg 94205 Ivry cedex

Correspondant : Rémy Jacques 65 Bd de Brandebourg 94205 Ivry cedex

Implication : Participation aux recherches comparatives conduites dans le cadre du WP 4].

Échanges avec les autres contributeurs de ce groupe de travail : confrontations des méthodes et des résultats lors des séminaires organisés au sein du WP.

Apport : Analyse de l'émergence des préoccupations de développement durable au sein de commissions initialement conçues dans le cadre de la cogestion de l'agriculture intensive.

Pertinence avec le sujet traité : En prenant pour objet d'enquête la CDOA (commission départementale d'orientation agricole) d'un département de l'ouest de la France (Maine et Loire), on se place en position d'observer à la fois les modalités de transmission des directives ou incitations nationales ou européennes (« services déconcentrés » des DDAF) et leur réception à l'échelon départemental par les représentants des divers acteurs représentés : agriculteurs d'abord, de diverses obédiences, mais aussi représentants des usagers de la nature (chasseurs, pêcheurs, environnementalistes, consommateurs) et des collectivités locales et institutions territoriales (parcs naturels...). La comparaison avec d'autres entités, telles les CMDR (commissions municipales de développement rural) des municipes brésiliens constitue un des enjeux forts de la recherche.

Renouvellement thématique : Les travaux antérieurs sur ce type de commission sont fort récents (en France, ces publications sont toutes postérieures à la LOA de 1999). Il est donc légitime de les considérer comme « innovants ». Cependant la recherche proposée ici va au-delà des analyses sur les jeux d'acteurs sur lesquels portent ces travaux (y compris les travaux antérieurs du partenaire désigné ci-dessus). Il s'agira en effet, au-delà des débats entre acteurs et institutions, de cerner comment les objets de nature sont pris en compte dans la mise en œuvre concrète des dispositifs conçus ou adoptés au sein de ces assemblées et dans quelle mesure leur durabilité se voit légitimée et renforcée (par exemple le statut de l'arbre peut être un excellent révélateur des discours et des pratiques en matière de développement durable et susciter des comparaisons enrichissantes d'un pays à l'autre)

Moyens mis en œuvre : Deux mois sur deux ans, soit 10% d'un temps complet chercheur. Financement de la part de salaire apportée au projet : INRA. Les déplacements sur le terrain (Maine et Loire) sont pris en compte sur le budget propre du chercheur. Prévoir dans le budget général du projet PROPOCID le financement d'un déplacement/colloque/an.

- **Partenaire n°2** IER (Mali)

Organisme : Institut d'Economie Rurale (IER), B.P. 258 Rue Mohamed V, Bamako, Mali

Correspondant : Manda Sadio KEITA, IER, Programme « économie des filières »

Implication

Participation aux recherches comparatives dans le cadre du WP4. Discussions avec les chercheurs impliqués dans les autres WP et en poste au Mali.

Apport

De par leur bonne connaissance de l'historique des politiques publiques en zone rurale au Mali, les chercheurs de l'IER constituent une source d'information précieuse et leur contribution analytique devrait être non négligeable.

Pertinence avec le sujet traité

L'IER constitue la seule institution malienne directement concernée par la problématique de l'étude. Il comporte une grande diversité de profils de chercheurs, à la fois spécialistes des sciences de la nature et de la vie, et de sciences humaines et sociales. Il bénéficie également d'un bon maillage territorial, notamment

³ Non mentionnés dans la partie 2 ou la partie 4bis

dans les deux zones identifiées dans le cadre de la présente proposition, à savoir la zone « office du Niger » et la zone cotonnière du Mali. Enfin, l'IER a une longue tradition de recherche en partenariat avec les institutions du Nord, notamment le CIRAD, dont certains chercheurs sont actuellement en poste en son sein.

Renouveau thématique

La question de la durabilité des systèmes de production agricole revêt une importance majeure à l'heure actuelle au Mali, du fait notamment de la fragilité des écosystèmes de savane et de l'orientation des politiques publiques. En effet, une réponse rationnelle à la difficulté croissante des pouvoirs publics maliens à financer suffisamment l'économie, conséquence des programmes d'ajustement structurel et de la faiblesse de la gouvernance locale, est l'exploitation minière par les agents économiques, des ressources naturelles afin de garantir leur survie notamment dans les zones rurales. De ce fait, se pose d'une part, la question de l'arbitrage entre le court et le long terme en termes d'utilisation rationnelle des ressources et, d'autre part, celle de la cohérence des politiques publiques mises en oeuvre au Mali. Face à ces défis, l'IER est dans une phase de construction de nouveaux paradigmes qui permettraient à la fois d'endogénéiser les spécificités du cas malien, mais aussi le mettre en perspective avec les faits stylisés observés sur d'autres territoires.

Plus de 10 mois sur deux ans, en prenant en compte le temps de travail des chercheurs CIRAD impliqués dans le projet et en poste à l'IER. Il convient également de mentionner la mobilisation de certains moyens déjà obtenus dans le cadre de projets connexes ou grâce à des institutions locales en charge de certains des terrains choisis, en particulier la zone cotonnière (Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles-CMDT).

• **Partenaire n° 3** CPDA / UFRRJ (Brésil) : Av. Presidente Vargas. 20.071-003. Rio de Janeiro (RJ). Brésil.

Organisme: Centre de Formation doctorale : Développement, Agriculture, Société de l'Université Fédérale Rurale de Rio de Janeiro.

Correspondants : Renato Maluf, Professeur d'économie et Sergio Leite, professeur de Sciences politique/

Implication : participation à l'ensemble des Axes thématiques.

Apport : Renato Maluf et Sergio Leite sont tous les deux des experts reconnus au Brésil dans le domaine de l'analyse des politiques publiques. Renato Maluf est spécialiste des questions de sécurité alimentaire. Il est engagé depuis plusieurs années dans des activités de recherche en coopération avec des équipes françaises de l'Inra et du Cirad. Il dirige actuellement deux projets, l'un sur le développement territorial l'autre sur la multifonctionnalité de l'agriculture. Sergio Leite est spécialiste des questions foncières. Il dirige actuellement un observatoire sur les politiques publiques au Brésil. Philippe Bonnal, hébergé dans l'équipe du Cpad participe à ces différents projets. Bernard Roux participe également aux projets dirigés par Renato Maluf. L'apport des R. Maluf et S. Leite principal réside de leurs profondes connaissances du processus d'élaboration des politiques publiques au Brésil. Par ailleurs, ils mettront à la disposition du projet des étudiants dont ils assureront l'encadrement.

Pertinence avec le sujet traité : Les recherches de R. Maluf et S Leite sont en totale cohérence avec le thème du projet.

Moyens mis en œuvre : Renato Maluf consacra 4 mois sur trois ans au projet et Sergio Leite 2 mois.

• **Partenaire 4** : CDS / UNB (Brésil).

Organisme : Centre de Développement Durable de l'Université Fédérale de Brasilia

Correspondant : Doris Sayago, politiste, enseignante.

Implication : Le CDS est un centre de formation doctorale sur le développement durable.

Apport : L'apport principal de Doris Sayago réside dans sa connaissance de l'Amazonie, région où les questions de politique de développement durable sont particulièrement sensibles. Elle assumera directement ou par le biais d'étudiants, la recherche du WP4 dans la région amazonienne.

Moyens mis en œuvre : en cours de discussion, mais la participation de Doris Sayago devrait représenter 2 à 3 mois au cours des 3 ans.

• **Partenaire n°5** : UNC (Nouvelle Calédonie)

Organisme: Université de Nouvelle Calédonie, Laboratoires Transcultures et Larje.

PADD 2006 - PROPOCID

Correspondant : Pestana Gilles BPR4, 98851 Nouméa Cedex.

Implication : Participation à l'encadrement des étudiants Propocid (WP 3 et 4), et contribution à l'analyse avec une attention particulière sur les thèmes de l'aménagement du territoire rural (Transcultures) et des politiques de l'emploi (Larje).

Apport : Obtention et analyse critique de données économiques, savoir-faire sur les problématiques foncières, qui focalisent souvent les discussions sur le développement des tribus.

Pertinence avec le sujet traité : L'UNC est déjà engagée avec le Cirad et l'IAC dans la gestion et l'animation d'un master en développement local ainsi que dans deux programmes de recherches sur les dynamiques de développement rural et sur la pertinence des politiques de l'emploi. L'UNC dispose ainsi d'un matériel directement exploitable dans le cadre de Propocid, et se montre particulièrement intéressée par une collaboration sur le thème des politiques publiques.

Renouvellement thématique : La place des sciences sociales dans cette jeune université est en plein développement, avec un positionnement résolument interdisciplinaire (notamment au sein des deux laboratoires partenaires). Propocid apparaît dès lors prometteur pour que l'UNC se forge des outils et analyses utilisables dans cette construction ; localisés mais mis en comparaison avec d'autres situations.

Moyens mis en œuvre : Quatre mois sur deux ans répartis entre trois chercheurs, pris sur les financements de l'UNC, y compris la mutualisation des moyens disponibles sur les autres projets conjoints en cours.

• **Partenaire n°6** : UPDR (Madagascar)

Organisme: Unité des Politiques de Développement Rural (UPDR) du MAEP

Correspondant : Jean-Pierre Rolland, économiste

Implication : L'UPDR a été créée en 1998, a pris en charge depuis cette date l'élaboration des principaux documents de politiques agricoles et de développement rural à Madagascar (le créateur et directeur de l'UPDR est devenu ministre de l'Agriculture en 2003) et participe à l'insertion de Madagascar dans la communauté commerciale internationale. Sa bonne connaissance des enjeux nationaux du développement durable, des processus d'élaboration de l'action publique aux différentes échelles spatiales, et sa capacité d'analyse des changements institutionnels, en font un partenaire indispensable au bon déroulement du projet.

Moyens mis en œuvre : à préciser, mais l'engagement sera de l'ordre de 3 mois sur 3 ans.

• **Partenaire n°7** : Flacso (Mexique)

Organisme: Flacso : Facultad Latino Americana de Ciencias Sociales

Correspondant : Fernando Saavedra, démographe, professeur

Implication

Apport : Apport de compétences dans le domaine des dynamiques sociales de gestion des ressources naturelles et des projets environnementaux ; connaissances accumulées sur les rapports entre dynamiques démographiques, mobilité et leurs impacts environnementaux ; compétence dans la gestion et le traitement des SIG ; apport en encadrement d'étudiants de niveau mastère.

Moyens mis en œuvre : à préciser

• **Partenaire n°8** : Ciesas (Mexique)

Organisme: CIESAS : Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social
Juárez # 87, esq. Moneda, Colonia Tlalpan, México D.F.

Correspondant : Rodríguez, Hipolito

Apport : Apport des compétences et connaissances accumulées sur la région de l'Isthme Mexicain ; apport et encadrement d'étudiants de niveau mastère ; mise à disposition d'un Système d'Information Géographique (SIG) sur la région de l'Isthme, intégrant des bases de données relatives aux ressources naturelles, aux dynamiques démographiques et à la distribution des politiques publiques.

PADD 2006 - PROPOCID

Moyens mis en œuvre : Ressources logistiques, informatives et techniques (SIG) mobilisée dans le cadre du programme de recherche « L'Isthme mexicain dans le contexte contemporain du développement »